

Hors de contrôle

Une étude publiée le 14 février par une organisation internationale souligne l'incapacité des pouvoirs publics à contrôler le trafic de bois précieux à Madagascar.

Le réseau de surveillance du commerce de la faune et de flore sauvages, une organisation internationale dénommée «Traffic» en anglais, vient de publier, mardi dernier, une étude sur le commerce illégal de bois précieux à Madagascar. Le constat fait par cette ONG est sans appel. Le trafic est hors de contrôle dans la Grande île.

Si, avec l'avènement de la Transition en 2009, ce commerce s'était amplifié, l'organisation rapporte qu'il n'a pas cessé ces dernières années. L'étude, rendue publique cette semaine, fait en effet référence aux années 2010-2015.

«Une mauvaise gouvernance et la corruption ont mené à une situation anarchique, sans contrôle des prélèvements de bois aboutissant à une ruée totale vers l'abattage généralisé de bois de rose et d'ébène dans des aires protégées à travers Madagascar», explique Roland Melisch dans cette étude. Et de souligner que «cela prendra des années pour que l'environnement puisse s'en remettre.»

Une apathie suspecte

L'organisation pointe du doigt une certaine inertie des pouvoirs publics, voire une collusion avec les trafiquants. «La politique de gestion des bois précieux est caractérisée par un décalage entre les décisions de gestion et leur mise en œuvre sur le terrain.» En résumé, «une combinaison de l'instabilité politique, de la mauvaise gestion gouvernementale, d'un manque de contrôles des opérations forestières et d'une incapacité à imposer des



Les bois précieux malgaches font toujours l'objet d'un trafic intense. (Photo d'archives Thomas Lebon)

sanctions punitives à l'encontre des trafiquants bien connus» a entraîné un pillage en bonne et due forme de ces espèces de bois précieux.

Du temps de la Transition (2009-2013), les textes législatifs se sont multipliés quant à la réglementation du commerce du bois précieux, avec souvent une loi venant en contredire une autre, les interdictions succédant aux autorisations et ainsi de suite. L'actuel régime n'est pas parvenu à endiguer ce trafic et a fait preuve, le plus souvent, d'une apathie suspecte.

Pour preuve: les atermoiements du gouvernement malgache, après la saisie d'une importante cargaison de bois de rose, en 2014 à Singapour, soit plus de 3 300 tonnes. Alors qu'il ne comptait pas intervenir de-

vant la justice pour récupérer cette marchandise illégalement exportée, le gouvernement avait fait machine arrière sous la pression de la Cites, la Convention internationale sur le commerce des espèces en danger, qui menaçait Madagascar de sanctions.

À de nombreuses reprises, le Bianco, le bureau anti-corruption malgache, a mené des enquêtes indépendantes mettant en lumière des trafiquants notoires, sans que ces derniers ne soient poursuivis par la justice. Pire: les écologistes malgaches ont toutes les peines du monde à faire entendre leurs voix.

Depuis septembre 2016, Clovis Razafimalala, militant œuvrant dans la région de Maroantsetra (nord-est de Madagascar), est en détention préventive, accusé

d'avoir incité à piller un bâtiment administratif. De fausses accusations selon l'alliance Voahary Gasy, la plateforme des organisations de la société civile pour l'environnement, qui estime que cet activiste est «détenu arbitrairement» parce qu'il avait dénoncé de présumés gros bonnets. Une pétition est en ligne pour exiger sa libération (www.sauvonslaforet.org).

«Traffic» demande incessamment à l'État malgache d'appliquer le Plan de gestion de la biodiversité, adopté en mai 2016 «et de se tenir prêt à soutenir chaque effort exigé pour mettre sous contrôle le commerce illégal.» Un vœu pieux? À l'échelle mondiale, la demande de bois précieux reste importante, notamment en Asie.

Frédéric BANC